L'emploi, préoccupation numéro un des européens

Bruno Odent

Les sondages de cette fin novembre le confirment tous. Loin devant la sécurité, la crainte du terrorisme, l'emploi est devenu en France selon l'Ifop, le CSA ou autre Sofres le plus gros souci des personnes interrogées. La tendance est la même dans toute l'Europe avec des pointes d'inquiétude peut être plus marquées encore en Allemagne qui après une récession en bonne et due forme, est entrée dans une période de reprise très molle.

Au total les Quinze comptent officiellement aujourd'hui 14,1 millions de chômeurs. Et encore ce chiffre de l'organisme statistique de la commission, l'institut Eurostat, qui sera de toute évidence révisé à la hausse à la fin du mois de novembre, sous-estime-t-il très largement la réalité du phénomène. Eurostat adopte en effet une définition très restrictive du chômage. Selon l'organisme 8,8% de la population de l'UE serait touchée (contre 8,1%, un an auparavant). Mais si l'on tient compte des oubliés des observateurs bruxellois – pour beaucoup des femmes – et que l'on y ajoute tous ceux qui sont contraints à des travaux aussi épisodiques qu'ultra-précaires, il faudrait sans doute doubler le nombre de sans emplois européens.

Depuis des décennies l'Europe traîne derrière elle un chômage de masse qui représente l'équivalent d'un pays moyen de l'UE. La population de ce « chômage - land » croît désormais à un rythme soutenu, les charrettes de licenciements se multipliant, en particulier dans le secteur industriel. Cette exclusion massive du travail est ressentie avec d'autant plus de violence et de douleurs qu'elle est perçue, souligne le sociologue allemand Gerhard Strutz, « comme une négation de soi, de son rôle utile dans la société, surtout quand elle est associée à l'absence d'espoir de réintégrer rapidement et dans des conditions décentes le circuit du travail »

Les dirigeants politiques européens bien conscients des inquiétudes croissantes des populations ont fait remonter l'emploi ou la formation au tout premier plan de leurs discours et de leurs initiatives. Jean Pierre Raffarin en France lance le chèque emploi - entreprise. Gerhard Schröder place les réformes drastiques engagées sur le terrain social comme un moyen de stimuler l'emploi en rapprochant délibérément son « agenda 2010 » de celui ébauché par les Quinze, il y a trois ans au sommet de Lisbonne.

La stratégie de Lisbonne

Les Quinze ont en effet avancé une méthode à Lisbonne qui fut présentée comme le moyen de « relancer l'emploi et de développer l'activité dans les nouvelles technologies. » L'objectif proclamé est très ambitieux puisqu'il s'agit de parvenir au « plein emploi » d'ici à 2010. Seulement les annonces de mise à niveau de la main d'œuvre européenne afin de lui permettre de mieux affronter les évolutions liées à la révolution informationnelle, n'ont pas été suivies d'engagements réels sur le terrain. Pis sur le front direct de l'emploi les remèdes préconisés, loin de terrasser le mal, en accentuent au contraire la virulence.

Le partage du travail ou l'accentuation de la pression sur son coût qui serait trop élevé et donc responsable des hésitations des entreprises à embaucher, constituent en effet la référence. D'où les forcings pour un type de refonte des marchés du travail qui réduit les prestations de l'assurance chômage, culpabilise les chômeurs et cherche à leur imposer un retour de gré ou de force dans un emploi, même s'il est sous-payé et ne correspond en rien à leur qualification. Cette recherche de « l'employabilité » marque en fait la prédominance du traitement du chômage à l'anglo-saxonne dans les orientations de l'UE. On pèse sur les charges qui devraient être assumées par les agences pour l'emploi et les entreprises, quitte à augmenter le volant des « working poors » (travailleurs pauvres). Le tout visant naturellement à comprimer la part de la valeur ajoutée pour les salaires, les dépenses sociales et la formation afin d'accroître la rentabilité financière des groupes.

Les initiatives de croissances des gouvernants européens qui se multiplient visent également à répondre aux préoccupations montantes à l'égard de l'emploi. Les projets avancés par le plan de relance franco-allemand, de la présidence italienne du conseil ou de grands travaux de la Commission, correspondent à des enjeux cruciaux, comme la modernisation et l'extension des infrastructures de transport européens ou le soutien à la recherche et aux nouvelles technologies. Mais le montant de ces investissements n'est pas chiffré et l'appel à des financements publics est banni, pour cause de creusement des déficits budgétaires incompatible avec l'esprit du pacte de stabilité; esprit qu'on entend, suprême contradiction, préserver coûte que coûte - même si sa lettre s'avère impossible à respecter comme le prouve les débats sous haute tension de ces dernières

semaines à la Commission et au sein de l'euro-groupe. Du coup les dirigeants de l'UE ont décidé de financer ces programmes en faisant appel prioritairement à des capitaux privés par le relais de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). C'est dire la contrainte de rentabilité qui risque de peser sur ces aménagements du futur européen.

A l'issue des différentes réunions de lancement de ces plans de relance on a beaucoup insisté sur leur caractère *« complémentaires des réformes engagées dans le domaine de la fiscalité et de la protection sociale »*, celles ci étant présentées comme le cœur de la stimulation de la croissance.

A l'aune des réformes fiscales déjà expérimentées d'abord en Allemagne, puis en France et en Italie dès 2001 on peut douter des effets d'une telle médication. Les cadeaux aux plus riches et au patronat – à nouveau programmés en 2003 en France et en Allemagne – se sont traduits par un manque de recettes pour les finances publiques et une chute des dépenses sociales. Ce qui a pesé à son tour sur les conditions de vie de la grande majorité des citoyens et donc en fin de compte sur la consommation.

Même conséquences pour les réformes des États providence, présentées pourtant elles aussi comme des paramètres décisifs pour l'amélioration de la compétitivité des « lieux de production européens ». Car en amputant les prestations des chômeurs, les pensions des retraités , les remboursements des malades on accroît toujours davantage les difficultés de la plus grande partie de la population et on alimente en fin de compte le marasme.



Les regards tournées vers l'Amérique

Le « bout du tunnel » pour les dirigeants européens, ce serait en fait une reprise vigoureuse aux États-Unis. Le raisonnement est simple : les entreprises européennes rendues plus compétitives grâce aux réformes « douloureuses mais incontournables » des systèmes sociaux pourraient alors partir à la conquête de nouveaux marchés. La production serait « boostée » par la hausse des exportations et du coup un cercle vertueux pourrait enfin être enclenché, la croissance retrouvée alimentant une dynamique de création d'emplois.

Le problème c'est que le scénario de redémarrage de l'économie américaine reste incertain. L'endettement de tous les acteurs économiques a atteint des sommets et pèse sur lui comme une épée de Damoclès. De plus la faiblesse du billet vert, entretenue et même utilisé comme une arme de guerre économique par les Etats-Unis, agit comme la plus efficace des barrières douanières en renchérissant le coût des produits européens sur les marchés mondiaux où les prix sont le plus souvent libellés en dollars.

Surtout, si un retour à la croissance est indispensable, elle n'est pas, en soi, suffisante pour lutter contre le chômage. Avec une augmentation du PIB forte ces derniers mois les États - Unis ne créent pas beaucoup d'emplois. Le contenu de la croissance est donc décisif.

L'anti-modèle hollandais

En Europe la descente aux enfers de ce qu'il a été longtemps convenu d'appeler le modèle néerlandais est pleine d'enseignements. Voilà un pays qui en période de haute conjoncture a poussé très loin la ré-organisation de son marché du travail. Pour augmenter la rentabilité financière tout en tendant vers le plein emploi, le modèle hollandais a misé sur un accord consensuel échangeant « modération » salariale contre partage du travail. Les Pays-Bas ont ainsi été le pays qui a compté le plus de contrats partiels, précaires, à durée déterminée d'Europe, voire du monde développé. Ils ont constitué le modèle de référence européen de plein emploi qui a largement inspiré la « stratégie de Lisbonne. » Mais aujourd'hui tout s'écroule. Le royaume batave connaît la plus spectaculaire augmentation du chômage des Quinze. Son taux est passé de 2,7% en 2002 à au moins 5, 3% en 2003 et il sera à 8%, selon les plus optimistes prévisions, en 2004. Le partage du travail combiné à l'écrasement de ses coûts ne résout pas le problème. Tôt ou tard il l'aggrave.

Les innombrables emplois fragiles et précaires générés par la croissance malsaine de la fin des années 90 sont aussi ceux qui disparaissent le plus rapidement aujourd'hui. Ce modèle ne visait qu'à adapter les salariés aux contraintes d'un système taillé sur mesure pour garantir de somptueuses rentes aux capitaux financiers. Sous la haute vigilance d'une Banque Centrale Européenne qui conduit une politique monétaire restrictive, hyper-centralisée.

On ne peut pas composer avec ces dogmes tout en prétendant instaurer une vraie dynamique de croissance, forte en créations d'emplois. L'Europe souffre d'une terrible maladie de langueur dont la crise qui secoue le pacte de stabilité est l'un des plus spectaculaires symptômes. Pour guérir il lui faut une tout autre politique qui lui permette de commencer à s'émanciper de la tutelle qu'ont placé sur elle les marchés financiers. C'est la condition pour se montrer à la hauteur de la préoccupation première et grandissante des citoyens européens. ■